



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 3 octobre 2024

La Banque centrale du Mexique (Banxico) a abaissé son taux d'intérêt directeur de 25 points de pourcentages (pp) pour le deuxième mois consécutif, le portant à 10,50 %.

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 10,5 %

Taux d'intérêt directeur de Banxico au 26 septembre 2024

Le communiqué du Conseil monétaire accompagnant l'annonce de la décision de politique monétaire souligne que l'inflation globale a diminué (4,66 % g.a. pendant la première quinzaine de septembre contre 5,57 % g.a. en juillet) grâce à une amélioration des conditions d'approvisionnement qui ont entraîné le ralentissement de la composante non sous-jacente de l'inflation.

En outre, les prévisions d'inflation à court terme de Banxico se sont améliorées : le taux d'inflation devrait atteindre la fourchette cible (3 % +/- 1 pp) au T1 2025 et 3,0 % au T4 2025. Le consensus de marché s'accorde également sur une baisse de l'inflation, à 4,58 % pour 2024 et 3,86 % pour 2025. Banxico prévoit ainsi que l'environnement inflationniste permettra des ajustements supplémentaires du taux d'intérêt directeur, jusqu'à la fin de l'année et en 2025. Pour rappel, la Banque centrale a entamé son cycle de

normalisation monétaire en mars 2024 (-25 pp) et a procédé à une seconde baisse de taux de 25 pp en août.

## Mexique

### Conjoncture macroéconomique

**Claudia Sheinbaum a été officiellement investie présidente du Mexique le 1er octobre 2024, devenant ainsi la première femme à accéder à ce poste.** Largement élue avec près de 60 % des voix sous l'étiquette du Mouvement pour la régénération nationale (Morena), elle succède à Andrés Manuel López Obrador, dont la popularité dépasserait les 70 %. Avec près de 36 millions de voix, elle est la présidente la mieux élue de l'histoire du pays. Son parti, Morena, et ses alliés détiennent une majorité qualifiée au Parlement, leur permettant de modifier la Constitution sans opposition. Après son discours devant le Congrès, Claudia Sheinbaum a accueilli plusieurs chefs d'Etat, dont les présidents du Brésil, de la Colombie et du Chili, à l'occasion d'un déjeuner au palais national. La nouvelle présidente a également reçu le "bâton du pouvoir" lors d'une cérémonie avec les peuples indigènes sur le Zócalo, devant des milliers de personnes, où elle a ensuite énoncé les 100 points de son programme. Parmi eux, on retrouve entre autres la création de 100 nouveaux parcs industriels, l'augmentation du salaire minimum ou encore la promesse de produire 45 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, en comptant notamment sur la participation du secteur privé.

**Edgar Amador a été nommé vice-ministre aux Finances et au Crédit Public (ministère de l'Economie), succédant ainsi à Gabriel Yorio.** Cette nomination a été faite la veille de l'investiture de Claudia Sheinbaum, le 30 septembre dernier. Économiste de profession, Edgar Amador a précédemment dirigé le ministère des Finances de la ville de Mexico sous l'administration de Miguel Ángel Mancera (2012-2018), avant que Claudia Sheinbaum n'en prenne la direction. Il devrait se concentrer sur la poursuite de la consolidation budgétaire. La Présidente élue a notamment annoncé vouloir réduire le déficit public, actuellement estimé à 5,9 % du PIB en 2024 par le FMI, à 3,5 % d'ici l'année prochaine. Toutefois, cet effort de consolidation budgétaire risquerait d'être compromis en l'absence de réforme fiscale qu'elle a écarté pour le début de son mandat.

**Stimulés par la dépréciation du peso face au dollar, les envois de fonds (remesas) auraient enregistré une hausse de 9,3 % g.a. au mois d'août 2024, atteignant 6,1 Mds USD.** Le montant total des remesas reçues en août est le deuxième plus élevé depuis 1995, derrière le total de 6,2 Mds enregistrés en juin de cette année, et l'augmentation de 9,3 % g.a. représente le plus haut taux de variation interannuelle depuis 2021. Le rebond du flux des envois de fonds,

après avoir baissé à 5,6 Mds USD en juillet 2024, serait le résultat de l'avantage offert par la dépréciation du peso par rapport au dollar au cours du mois d'août, se traduisant par l'augmentation du taux de change appliqués aux fonds envoyés en dollars et dépensés en pesos. D'après Banxico, les *remesas* reçues en août proviendraient de 15 M de transactions (+8,2 % g.a.) d'un montant moyen de 407 USD (+1,0 % g.a.), et 99 % auraient été effectuées par le biais de transferts électroniques.

**D'après un rapport du ministère de l'Economie, les annonces d'investissements directs étrangers (IDE) entre janvier et septembre 2024 auraient atteint 64,7 Mds USD, résultat d'un total de 209 annonces.** Le secteur manufacturier, principal bénéficiaire de cette vague d'annonces, concentrerait 56 % du montant total annoncé. En termes de répartition géographique des IDE, l'Etat de Querétaro arriverait en tête avec 11 % du total des annonces, suivi de près par Nuevo León (également 11 %), Veracruz et l'État de Mexico (10 % chacun). Les États-Unis restent le principal pays d'origine de ces investissements prévus, avec 46 % du montant total, suivis par l'Allemagne (11 %) et l'Espagne (8 %). Le rapport souligne en outre l'importance croissante de la Chine et du Brésil qui ont manifesté un intérêt croissant dans les secteurs de l'automobile, du gaz naturel et de l'acier en particulier.

**Lors de sa conférence de presse matinale, la présidente Claudia Sheinbaum aurait annoncé que le salaire minimum au Mexique bénéficierait d'une augmentation d'au moins 12 % en 2025.** Cette mesure s'inscrirait dans une stratégie de long terme visant à atteindre un salaire équivalant à 2,5 fois le coût du panier de biens essentiels (« *canasta básica* ») d'ici 2030, contre 1,6 aujourd'hui. Selon la nouvelle présidente, cette hausse sera progressive et discutée chaque année, afin de garantir qu'elle n'entraîne pas une pression excessive sur l'inflation. Claudia Sheinbaum aurait précisé que d'ici 2026, le salaire minimum devrait atteindre 2 fois le seuil de pauvreté urbaine, qui s'élève actuellement à 4 564 MXN (environ 235 USD) par mois. Cela impliquerait un salaire minimum d'environ 9 128 MXN mensuels, soit 470 USD. Cette réforme, qui prévoit une augmentation de 20 % du salaire minimum dans les premières années du mandat de Claudia Sheinbaum, vise à améliorer les conditions de vie des travailleurs tout en maintenant la stabilité économique. Elle s'inscrit dans la continuité des mesures initiées par le président AMLO, le salaire minimum ayant déjà augmenté de 110 % entre 2018 et 2024.

## Finances publiques

**Lors de son premier discours à la nation, la nouvelle présidente Claudia Sheinbaum aurait annoncé que sous son gouvernement la production de pétrole serait limitée à 1,8 M de barils par jour.** La Présidente a en outre déclaré

que le Plan énergétique national (*Plan Nacional de Energia*), qui prévoit de nouveaux investissements dans la production et la transmission d'énergie, ainsi qu'un programme de transition énergétique vers des sources d'énergie renouvelables serait présenté dans les prochains jours. Pour rappel, sous le mandat d'AMLO, la production de pétrole s'est élevée en moyenne à 1,5 M de barils par jour, en-dessous de la limite à 1,8 M que souhaite imposer la nouvelle Présidente. Cette dernière a également annoncé que la part d'électricité produite par la Commission fédérale de l'électricité (CFE) serait maintenue à 54 %, les 46 % restants étant assurés par les entreprises privées.

**Selon le Secrétariat des Finances et du Crédit Public (ministère de l'Economie), les finances publiques du Mexique seraient restées solides à la fin août 2024, avec des soldes budgétaires conformes aux objectifs fixés.** Les revenus budgétaires auraient enregistré une hausse de 3,6 % en glissement annuel entre janvier et août 2024, dépassant ainsi la moyenne décennale de 2,3 %. Cette performance aurait été soutenue par une plus grande efficacité de la collecte des impôts, avec une augmentation de 6,3 % des revenus fiscaux. Notamment, la TVA aurait contribué à hauteur de 27,7 % à cette croissance, tandis que la collecte de l'impôt sur le revenu aurait augmenté de 0,3 %. Les revenus pétroliers ont quant à eux diminué de 7,7 % en raison d'une baisse de la production de pétrole brut. La dette du gouvernement fédéral atteindrait environ 738,1 Mds USD à la fin août, dont 83 % sous forme de dette interne et libellée à taux fixe. Ces résultats jouent un rôle clé dans la préparation du Paquet Économique 2025, qui inclura notamment des stratégies pour garantir la soutenabilité de la dette publique et la réduction du déficit.

## Climat des affaires

**La présidente Claudia Sheinbaum hérite du triste bilan sécuritaire de son prédécesseur, avec un total de plus de 199 619 homicides recensés pendant le sexennat d'AMLO, soit le chiffre le plus élevé de l'histoire récente du pays.** Toujours selon les chiffres de l'Institut national de géographie et de statistiques (INEGI), du Secrétariat exécutif du système de sécurité nationale (SESNSP) et du Secrétariat à la sécurité et à la protection des citoyens (SSPC), le nombre d'homicides s'est élevé à 156 66 sous le gouvernement d'Enrique Peña Nieto et à 120 463 sous celui de Felipe Calderón. Malgré la capture de grands barons de la drogue comme « El Chapo » sous le gouvernement d'AMLO, les affrontements entre les différents cartels ont déclenché des vagues de violence sans précédent dans plusieurs régions, comme le Sinaloa. La Présidente nouvellement investie a annoncé qu'elle consoliderait la stratégie sécuritaire initiée par son prédécesseur qui repose sur le traitement des causes, le renforcement de la Garde nationale, ainsi que sur le renseignement et les enquêtes.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	03/10/2024
Bourse (IPC)	-3,21%	3,64%	51871,78 points
Change MXN/USD	-0,92%	8,80%	19,45
Change MXN/EUR	-2,77%	13,94%	21,44
Prix du baril mexicain	-0,68%	-22,39%	65,27

## Amérique centrale

### Régional

Le marché électrique régional (MER) a injecté en moyenne 3 000 GWh par an depuis 2021. Le marché électrique régional (MER) est basé sur le traité-cadre adopté par le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama en mai 2000. Le MER constitue un septième marché, superposé aux six marchés ou systèmes nationaux existants, avec une régulation régionale, sur lequel les agents autorisés par l'entité régionale d'exploitation (EOR) effectuent des transactions internationales d'électricité dans la région Amérique centrale. Selon l'EOR, l'énergie injectée par cette « autoroute de l'électricité » entre janvier et septembre 2024 a été de 1 773,9 GWh, soit une décélération de -8,67% g.a. Les pays qui ont injecté le plus d'énergie dans le réseau régional à septembre 2024 sont le Guatemala (46,79 % du total) et El Salvador (38,10 %), tandis que le Nicaragua est celui qui a retiré le plus d'énergie (34,35 % du total injecté).

## Costa Rica

**Selon la Banque Centrale du Costa Rica (BCCR), la croissance du PIB serait estimée à 4,2 % g.a. au deuxième trimestre 2024, enregistrant son troisième trimestre de ralentissement consécutif.** Le PIB du Costa Rica aurait atteint 20,5 M USD au T2 2024, composé à 61 % des dépenses de consommation des ménages et à 14,8 % des dépenses du gouvernement. La BCCR prévoit en outre que la croissance de la consommation privée pourrait ralentir et atteindre 2,8 % en 2024, soit 2,2 points de pourcentage de moins qu'en 2023.

**Le montant budgété par l'Etat serait inférieur de 142 M USD au montant requis par la Caisse de sécurité sociale du Costa Rica (CCSS) pour financer les pensions, selon la CSS et le bureau du Contrôleur Général de la République.** La dette de l'Etat vis-à-vis du régime Invalidité, Vieillesse et Décès de la CSS aurait augmenté de manière significative depuis 2016. Selon le ministère des Finances, la rigidité du budget, liée au poids du service de la dette (44% du budget total), ne permettrait pas de satisfaire les besoins des secteurs prioritaires.

## El Salvador

**L'Assemblée législative a approuvé un amendement à la loi du budget 2024 pour y incorporer 1,2 Md USD provenant de l'émission de titres de créance pour couvrir les obligations du gouvernement.** L'amendement permettra au ministère des Finances d'utiliser ces ressources pour répondre aux « besoins généraux » du budget de l'État, principalement axés sur le financement de la dette publique et des opérations de gestion du passif. En outre, le gouvernement a demandé au ministère des Finances de négocier des accords de financement à long terme, d'une durée maximale de 20 ans, avec diverses entités publiques et privées afin de soutenir des projets sociaux, environnementaux et économiques stratégiques.

**La BCIE a approuvé un financement de 113,9 M USD pour la phase 1 du programme Surf City.** Selon l'organisation multilatérale, ce financement permettra d'améliorer les infrastructures routières et touristiques de la côte pacifique, en intégrant des mesures d'adaptation au changement climatique. Le deuxième tronçon de la route CA02 sera élargi à quatre voies et des tronçons routiers, piétonniers et cyclables seront améliorés dans les districts de La Libertad et de Tamanique.

## Guatemala

**Le Conseil monétaire de la Banque centrale (Banguat) a réduit le taux d'intérêt directeur de 25 points de base, désormais fixé à 4,75 %.** Les chocs d'offre sur les prix s'étant dissipés et la projection de l'inflation ayant été revue à la baisse,

à environ 3,75 % pour décembre 2024, le Conseil monétaire a décidé de la première baisse du taux de politique monétaire depuis la pandémie. Pour rappel, il était fixé à 5 % depuis avril 2023, après plusieurs augmentations dans le cadre de la reprise économique post-pandémie.

**Le président Arévalo a rencontré la présidente Sheinbaum et des hommes d'affaires mexicains et a exprimé son ambition d'amplifier la coopération commerciale entre les deux pays.** Le président guatémaltèque s'est rendu au Mexique pour assister à l'investiture de Claudia Sheinbaum, et a abordé lors de rencontres avec les milieux d'affaires et le gouvernement les thèmes suivants : les pistes pour accroître les investissements mexicains au Guatemala, sa volonté de voir se multiplier les visites d'entrepreneurs entre les deux pays, et la mise en place d'un réseau ferroviaire au Guatemala qui permettrait une connexion avec le Mexique.

**Les distributeurs d'électricité du Guatemala se préparent au lancement du Plan d'expansion de la production d'électricité (PEG-5).** Cet appel d'offres estimé à 1 400 MW inclura des ressources renouvelables et non renouvelables, avec un accent particulier sur la génération à base de gaz naturel. L'Association des producteurs d'Énergie renouvelable (Ager) a présenté huit recommandations-clés, en particulier un objectif de 50 % de renouvelable dans la production totale d'énergie, le développement de systèmes de stockage, l'accroissement de la capacité de transmission et le développement de nouvelles sources de production face à une demande croissante. L'appel d'offres devrait avoir lieu entre janvier et février 2025, des contrats à long terme devant remplacer les accords arrivant à expiration en 2030.

## Honduras

**Les investissements étrangers auraient chuté de 67,2 % g.a. au deuxième trimestre 2024, en raison de la baisse enregistrée dans le secteur manufacturier.** Si les investissements étrangers ont continué d'augmenter au premier semestre 2024 (500,5 M USD ; +4,4% g.a.), un rapport de la Banque centrale du Honduras (BCH) révèle une forte chute au deuxième trimestre, avec des investissements passant de 237,7 M USD au T2 2023 à 77,9 M USD au T2 2024. Cette chute est due à l'industrie manufacturière du pays, qui a vu ses investissements passer de 206,6 M USD à 19,5 M USD.

## Nicaragua

**La BCIE renouvelle un prêt de 200 M USD au Nicaragua pour soutenir ses liquidités.** Le renouvellement de cette ligne de crédit serait conforme à l'objectif de la Banque centrale (BCN) de renforcer le filet de sécurité

financière, de préserver la stabilité financière et de contribuer à la crédibilité du régime de change, « pilier fondamental de la stabilité macroéconomique du Nicaragua » selon BCN. Ce déboursement fait partie d'un renouvellement d'une ligne de crédit accordée dans le cadre du programme soutenant la gestion de la liquidité des banques centrales des pays fondateurs de la BCIE. Il s'agit du quinzième renouvellement de la ligne de crédit, avec une durée d'un an à compter du 21 août 2024.

## Panama

**Un accord de coopération entre l'Autorité maritime du Panama (AMP) et l'Autorité portuaire de Shenzhen en Chine a été signé.** Selon l'AMP, l'Accord sur l'établissement d'une relation de jumelage avec le port de Shenzhen viserait à promouvoir la collaboration et le partage de bonnes pratiques dans des domaines tels que la planification, la construction, la gestion des installations portuaires, la protection de l'environnement ainsi que les technologies de l'information. Pour l'agence, ces nouvelles possibilités en matière de gestion portuaire pourraient renforcer le développement d'activités maritimes durables et accroître la compétitivité dans le secteur de la logistique.

**Selon un rapport de l'agence Promtur, le premier semestre 2024 aurait été le meilleur dans l'histoire du tourisme au Panama avec plus de 1,07 M de touristes, soit 13 % de plus qu'en 2023 à la même période.** Le secteur du tourisme aurait ainsi généré plus de 3 Mds USD de revenus pour l'économie panaméenne au cours du premier semestre de l'année 2024 et ce chiffre pourrait augmenter encore davantage, dépassant les 5,4 Mds USD enregistrés en 2023. Selon l'agence, la promotion du pays en tant que destination touristique internationale est primordiale afin de générer des revenus et des investissements. Pour cela, plusieurs projets pourraient être mis en place, comme des alliances stratégiques avec des acteurs du secteur touristique (compagnies aériennes, groupes hôteliers, agences de voyages...), une collaboration avec Copa Airlines et l'Autorité du tourisme du Panama, le développement du tourisme d'affaires... ; l'objectif affiché étant d'améliorer la compétitivité du pays. L'agence aurait déclaré qu'un budget de 25 M USD lui serait nécessaire pour mettre en œuvre cette stratégie.

**Le Secrétariat National de l'Energie (SNE) a présenté sa Politique énergétique nationale 2024-2029 qui met en avant plusieurs projets, notamment la quatrième ligne de transport d'électricité qui pourrait coûter 900 M USD ou la ligne d'interconnexion électrique avec la Colombie estimée à 600 M USD.** D'autres projets seraient prévus pour améliorer les capacités énergétiques du pays, comme l'installation du premier parc éolien offshore près de Punta Chamé, l'activation du projet hydroélectrique Chan II ou encore le début de l'exploration des gisements de gaz naturel dans la région des San Blas. Des

travaux seraient également envisagés dans le secteur de l'hydrogène vert et de l'ammoniac. Le SNE aurait par ailleurs souligné que la présence d'experts est indispensable pour ces projets et que diverses méthodes de financement pourraient être employées : un partenariat Public-Privé pour la 4<sup>ème</sup> ligne de transport d'électricité, des investisseurs privés pour le parc éolien offshore.

**L'activité de la Zone Libre de Colón<sup>1</sup> (ZLC) aurait enregistré un solde commercial négatif pour le troisième mois consécutif, atteignant -16,5 Mds USD en août, soit une aggravation de 26% par rapport à la même période l'année dernière.** En effet, les importations auraient représenté 8,5 Mds USD sur les 8 premiers mois de l'année (soit une baisse de 39% en g.a.) tandis que les réexportations auraient atteint 7,98 Mds USD (soit une baisse de 4,2% en g.a.). Selon l'association des utilisateurs de la Zone Libre de Colón, cette baisse des importations aurait plusieurs sources. D'abord, les entreprises disposeraient de stocks suffisants pour opérer les prochains mois et auraient donc moins besoin d'importer. Ensuite, la dégradation des relations avec le Venezuela, pays qui représenterait 8,6% des réexportations entre janvier et août 2024, aurait affecté l'activité commerciale entre les deux pays et les résultats de la deuxième zone franche mondiale.

## Caraïbes

### Jamaïque

**La Banque de Jamaïque a abaissé son taux d'intérêt de 0,25 pp, le faisant passer de 6,75% à 6,5%.** Cette décision serait fondée, selon la banque centrale, sur une amélioration des perspectives d'inflation. En effet, la banque centrale aurait précisé dans un communiqué que le taux d'inflation, de 6,5% en août 2024, devrait revenir plus tôt que prévu dans la fourchette cible de 4 à 6%. Ces nouvelles estimations seraient dues à divers facteurs selon l'institution : les impacts de l'ouragan Beryl réestimés à la baisse, une diminution des prix internationaux des produits de base, un taux de change stable. Le risque persistant serait lié à la saison des ouragans.

**Selon l'Institut jamaïcain de Statistiques, les importations totales du pays auraient été évaluées à 3,05 Mds USD entre janvier et mai 2024, soit 2,4% de moins que les 3,13 Mds USD enregistrés pour la même période en 2023.** Ces résultats seraient dû à la baisse des importations des catégories *matières premières/biens intermédiaires* et *carburants et lubrifiants*, qui auraient chuté respectivement de 13,5% et de 8,2%. Les exportations auraient quant à elles diminué de 5,4% pour s'établir à 823,9 M USD, en raison principalement d'une

---

<sup>1</sup> Zone franche implantée aux bords de la mer des Caraïbes

baisse de 57,7 % de la valeur des réexportations de combustibles minéraux. Au cours de cette même période, la Jamaïque aurait importé la plupart de ses marchandises des États-Unis, de Chine, du Japon, du Brésil et de Trinité-et-Tobago et aurait exporté principalement vers les États-Unis, l'Islande, la Russie, le Canada et les Pays-Bas.

## Cuba

**Le président du Vietnam, To Lam, est arrivé le 25 septembre à Cuba pour une visite de travail à la suite de sa participation à la dernière session de l'Assemblée générale de l'ONU.** La visite, qui a été l'occasion d'affirmer le grand potentiel de collaboration entre les deux pays, s'est conclue par la signature de sept accords de coopération dans les domaines bancaire, politique, agricole et de la santé, ainsi que par l'officialisation d'un don de 10 000 tonnes de riz à Cuba. Un résultat clé de cette rencontre a été également l'adoption d'une déclaration commune sur le renforcement de la solidarité, de l'amitié et de la coopération. Les deux pays ont proclamé l'année 2025 comme l'Année de l'amitié Vietnam - Cuba et se sont accordés sur l'organisation d'événements pour célébrer le 65ème anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Vietnam est reconnu comme un partenaire commercial stratégique de l'île, avec des exportations vers Cuba de riz, de café, de produits chimiques, de vêtements, de chaussures, de matériaux de construction et industriels et d'appareils électroménagers. L'île exporte principalement, quant à elle, des médicaments, des vaccins et des bioproduits médicaux. Les importations depuis le Vietnam ont atteint 155,5 M USD en 2023. Le montant total des échanges commerciaux pour les huit premiers mois de 2024 s'élève à 134,7 M USD (+ 187% par rapport à la même période de l'année précédente) dont 98 % correspondraient à des exportations vers Cuba.

## République Dominicaine

**L'économie dominicaine a progressé de 5,6 % en août 2024, selon l'indicateur mensuel d'activité économique de la Banque centrale (IMAE) avec une croissance moyenne interannuelle janvier-août de 5,1 %.** Cette progression a eu lieu dans un cadre de stabilité des prix, avec une inflation demeurant dans la tranche inférieure de la fourchette cible de 4,0 %  $\pm$  1,0 % (inflation interannuelle à août 2024 de 3,42% et accumulée sur l'année de 2,07%). Cette croissance interannuelle de 5,1 % a notamment été portée par le secteur des zones franches (6,6 %), les activités de services (5,4 %), dont les hôtels, bars et restaurants (7,1 %), le transport et l'entreposage (5,9 %) ainsi que les activités immobilières et locatives (5,8 %). En outre, la croissance de l'IMAE place la République dominicaine comme l'économie ayant connu la plus forte augmentation en glissement annuel par rapport aux autres pays d'Amérique latine, selon les dernières informations disponibles publiées par les différents pays.

**La Banque centrale a réduit son taux de politique monétaire de 25 points de base, passant de 6,75% à 6,50% par an.** Le taux de la facilité permanente d'expansion de liquidité (Repos à 1 jour) passe de 7,25% à 7,00% par an, tandis que le taux des dépôts rémunérés (*Overnight*) est réduit de 5,25% à 5,00% par an. La banque centrale a pris en compte l'évolution récente de l'environnement international, notamment la baisse des taux d'intérêt dans les économies les plus avancées et la baisse des prix des matières premières. La bonne performance de l'économie dominicaine et la convergence progressive du rythme d'expansion du crédit privé en monnaie nationale avec la croissance du PIB nominal ont été aussi prises en compte, dans un contexte où l'inflation est restée dans la partie inférieure de la cible de 4,0 %  $\pm$  1,0 % (inflation interannuelle de 3,42% en août 2024).

## Trinité-et-Tobago

**Le budget 2025 a été présenté fin septembre au Parlement, prévoyant un déficit de 2,91 % du PIB pour le prochain exercice fiscal.** En effet, le ministère de l'Économie prévoirait pour 2025 des recettes de 54,22 Mds USD, dont 26 % proviendraient du pétrole. Quant aux dépenses, le budget prévoirait un montant de 59,74 Mds USD, dont 25 % seraient dédiés à l'éducation et la santé. Le ministère de l'Économie propose, dans sa déclaration budgétaire pour 2025, le lancement de divers projets afin de générer des revenus, créer des emplois et attirer des investissements étrangers et nationaux, en particulier dans le secteur du tourisme. Le gouvernement espérerait également rouvrir la raffinerie de Point-à-Pierre, et trois entreprises auraient été présélectionnées pour opérer la réouverture : CRO Consortium, INCA Energy LLC et Oando PLC. Il propose également une revalorisation des salaires du secteur public, passant de 20,5 USD de l'heure à 22,50 USD de l'heure.

## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

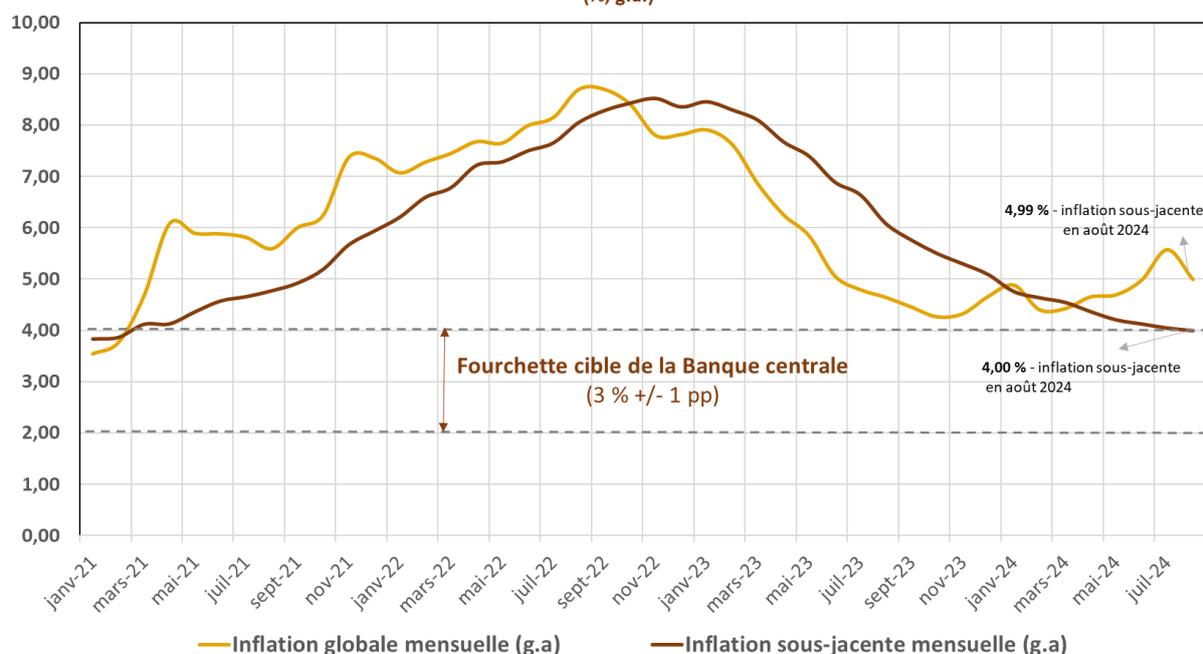
Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dettes publiques (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 810,1	- 8,6 %	5,7 %	3,9 %	3,2 %	2,4 %	55,6 %	4 %	10,75%
Belize	0,5	3,1	-13,7 %	17,9 %	8,7 %	4,7 %	3,4 %	62,9 %	3,1 %	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	60,6 %	0,3 %	4,25 %
Guatemala	19,4	102	-1,8 %	8 %	4,1 %	3,5 %	3,5 %	27,6 %	4 %	4,75%
Honduras	10,7	34,9	-9 %	12,5 %	4 %	3,5 %	3,6 %	44,6 %	4,4 %	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,7 %	3,5 %	39,2 %	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3 %	84,4 %	0,9 %	--
Haïti	12,4	21,5	-3,3 %	-1,80 %	-1,7 %	-1,9 %	- 3 %	14,9 %	23 %	10,00%
Jamaïque	2,8	18,9	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,2 %	1,8 %	67,5 %	5 %	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,1 %	1,7 %	--
République Dominicaine	10,8	120	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,4 %	59,5 %	4,2 %	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Juillet 2024

### – Annexe Graphique Mexique –

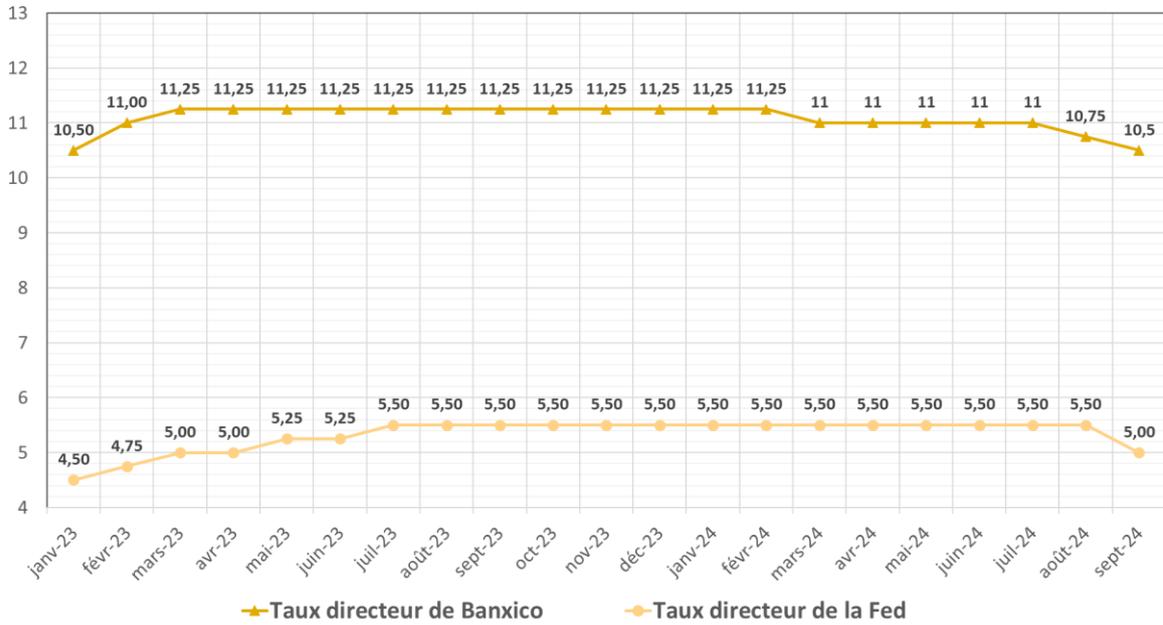
#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE

(%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIEL DE TAUX DIRECTEUR  
ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAINE (%)**



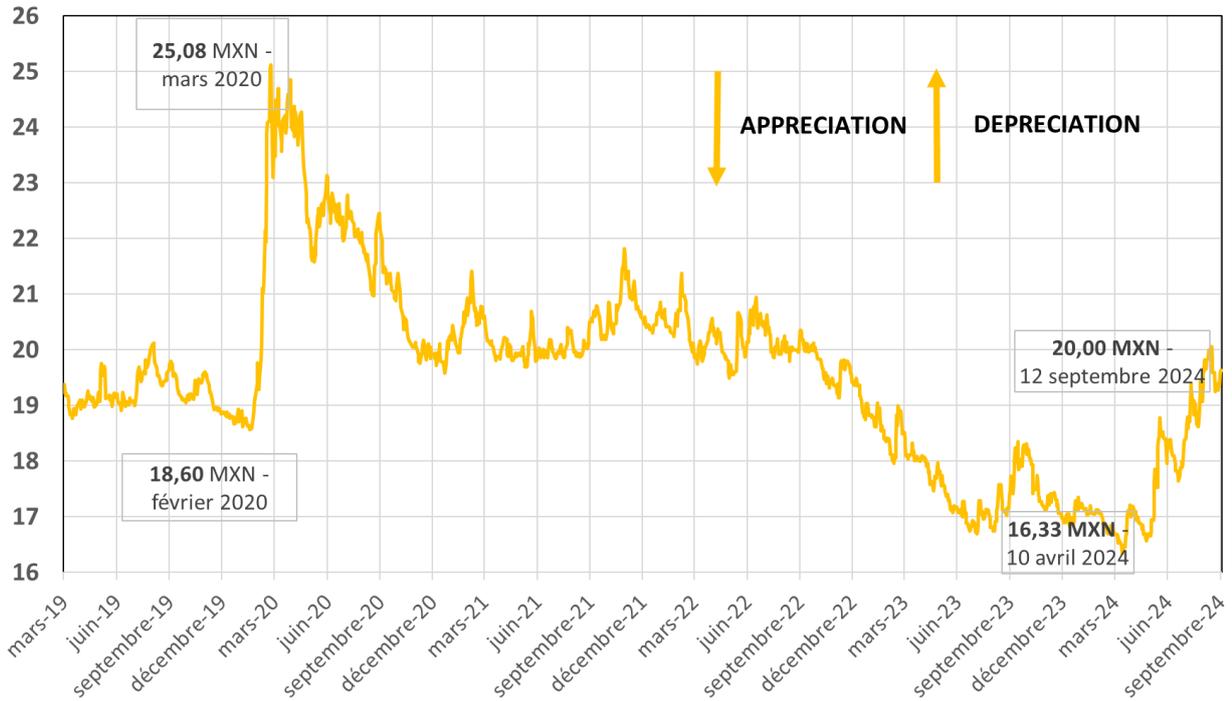
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

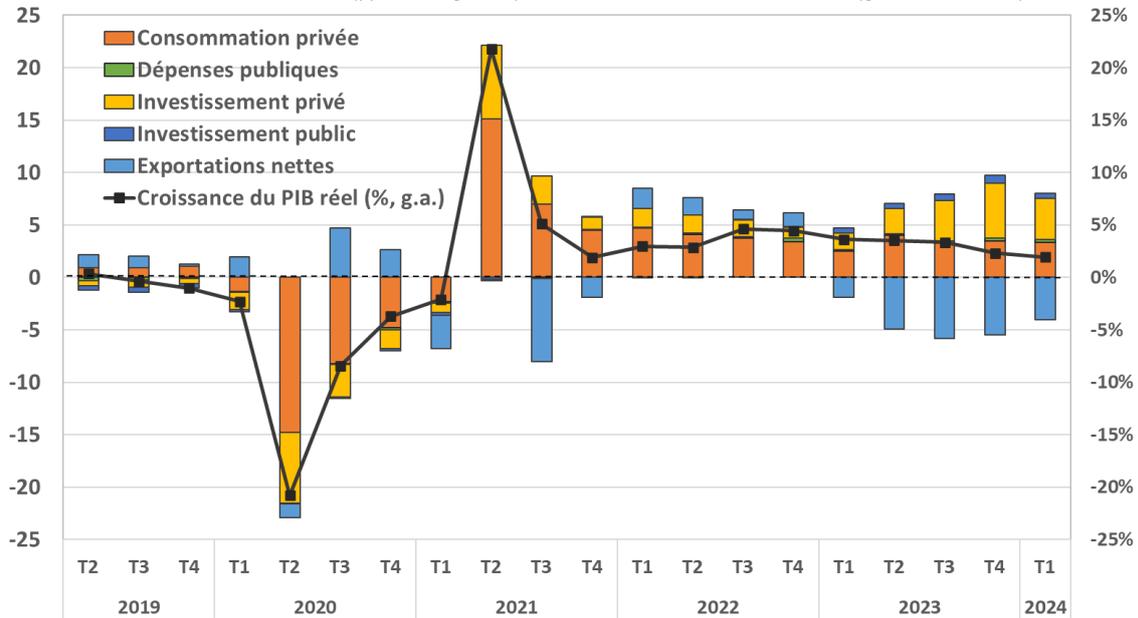
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

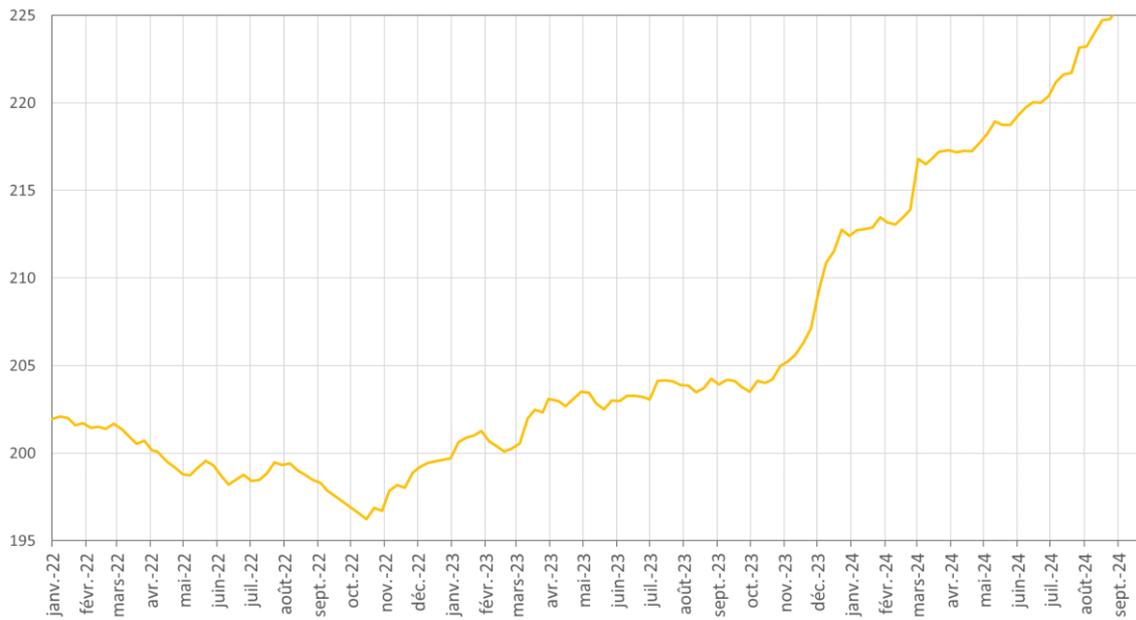
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

## NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)